



natura 2000

ISSN 1026-616X



LETTRÉ D'INFORMATION NATURE, COMMISSION EUROPÉENNE DG ENV

BILAN DE SANTÉ DES HABITATS ET DES ESPÈCES

► Rapports intermédiaires sur la Directive Habitats

LE POINT SUR...

► Une intensification des efforts s'impose au vu de l'état de conservation des habitats et espèces protégés de l'UE



nature



COMMISSION
EUROPÉENNE



environnement



Le point sur...

Une intensification des efforts de mise en œuvre de la Stratégie en faveur de la biodiversité s'impose au vu de l'état de conservation des habitats et espèces protégés de l'UE

3

Baromètre Natura 2000



Conservation: agriculture

Agriculture et état de conservation – défis à relever

10



Conservation: changement climatique

Habitats et espèces influencés par le changement climatique

11



Sur le terrain

Incidence positive de LIFE sur l'état de conservation

12

Natura Brèves



La lettre d'information Natura 2000 est publiée par les unités LIFE et Conservation de la Nature & Biodiversité de la Direction générale de l'Environnement (DG ENV) de la Commission européenne.

Photos de couverture: Espèces couvertes par la Directive Habitats (de gauche à droite) *Lucanus cervus*, *Vipera ursinii*, *Convolvulus massonii*, *Lynx pardinus*
- Design: Daniel Renders

Thème de ce numéro:
BILAN DE SANTÉ
DES HABITATS ET
DES ESPÈCES



Editorial

Il faut intensifier les efforts pour rétablir nos habitats et espèces menacés



Photo: LIFE99 NAT/IT/0006245

Lucane cerf-volant (Lucanus cervus) – son état de conservation est jugé "défavorable" dans trois régions biogéographiques

La Directive Habitats vise, à terme, à atteindre un « état de conservation favorable » pour tous les habitats et espèces d'intérêt communautaire. Or, aucune évaluation fiable de l'état et de l'évolution de la biodiversité n'était disponible. Aujourd'hui, plus de 15 ans après l'adoption de cette Directive, une collaboration entre les États membres et la Commission européenne a permis de réaliser la première évaluation systématique de l'état de conservation des habitats et des espèces.

Ce travail s'imposait de toute urgence à la fois pour mener une politique efficace, pour soutenir la mise en œuvre de la Directive Habitats et pour juger si l'Union européenne est sur la bonne voie pour atteindre son objectif politique d'enrayer la perte de biodiversité dans l'UE d'ici 2010.

Premier bilan

Les résultats révèlent que, dans l'ensemble des régions biogéographiques et marines d'Europe, seul un maigre pourcentage des habitats et espèces évalués ont un état de conservation favorable. Il convient toutefois de garder à l'esprit que des efforts de rétablissement mettent souvent longtemps à porter leurs fruits. Pour tout un éventail d'espèces et d'habitats dont l'état de conservation n'est pas favorable actuellement, le travail de conservation est déjà en cours et des tendances positives ont été signalées. Une conclusion s'impose cependant: nous devons intensifier nos efforts et accroître le volume de mesures de conservation.

Bien qu'il subsiste d'importantes lacunes dans nos connaissances, cette évaluation revêt une importance capitale parce qu'elle nous livre le premier bilan de santé de nos habitats et espèces. Ce bilan devrait faire office de coup de semonce: il nous révèle que l'immobilisme ne résout rien et que nous devons donc accorder une plus grande priorité politique aux mesures en faveur de la conservation.

Stavros Dimas

Commissaire en charge de l'Environnement, Commission européenne

Une intensification des efforts de mise en œuvre de la Stratégie en faveur de la biodiversité s'impose au vu de l'état de conservation des habitats et espèces protégés de l'UE

La toute première évaluation systématique de l'état de conservation des habitats et espèces les plus menacés d'Europe a été menée par les États membres, dans le cadre des rapports réguliers sur la mise en œuvre de la Directive Habitats. Couvrant la période 2001-2006, elle révèle que seul un maigre pourcentage des habitats et espèces d'intérêt communautaire sont dans un état de conservation favorable. Force est donc d'en conclure qu'il est absolument crucial d'appliquer des mesures de conservation au niveau de l'UE, tant par l'instauration que par le développement du réseau Natura 2000 et autres, et qu'il faut d'urgence intensifier les efforts de rétablissement écologique aux niveaux national et européen.

En 2007, les États membres ont fourni les premières informations complètes sur l'état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire dans les rapports intitulés "Article 17", d'après l'Article 17 de la Directive Habitats duquel ils découlent. Le Centre thématique européen pour la Diversité Biologique (CTE/DB)¹ en a compilé et évalué les résultats² au nom de la Commission européenne. Dans l'ensemble, dans les différentes zones biogéographiques et régions marines d'Europe, les évaluations concluent à un état de conservation favorable pour seulement 17% des habitats et espèces et classent l'état de 18% des habitats et de 31% des espèces comme "inconnu" en raison du manque d'informations (voir fig. 1 et 2).

¹ Un des Centres thématiques européens de l'Agence européenne pour l'Environnement

² Voir le document en ligne, en anglais, "Article 17 Technical Report (2001-2006)" sur <http://biodiversity.eionet.europa.eu/article17>



Photo: LIFE03 NAT/FR/000107

L'état de conservation de la loutre commune (*Lutra lutra*), bien que "défavorable", s'améliore.

Ces constatations n'ont rien de surprenant dans la mesure où les habitats et les espèces répertoriés dans les annexes de la Directive Habitats ont été choisis en grande partie parce qu'on les savait menacés. Elles mettent cependant en exergue le défi qu'il nous faut relever pour concrétiser l'engagement pris par les gou-

vernements européens d'enrayer la perte de biodiversité d'ici 2010. Ce premier grand travail d'évaluation permettra de classer par ordre de priorité les habitats et espèces nécessitant des mesures.

Pour nombre de ces habitats et espèces, un travail de conservation est déjà

Figure 1: Évaluation de l'état de conservation des habitats* (le pourcentage est établi sur la base du nombre d'évaluations réalisées)

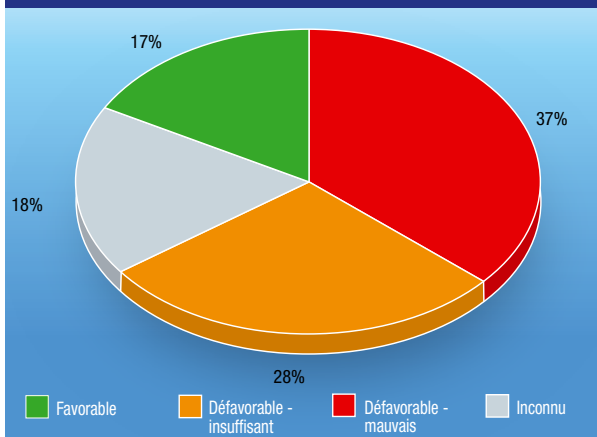
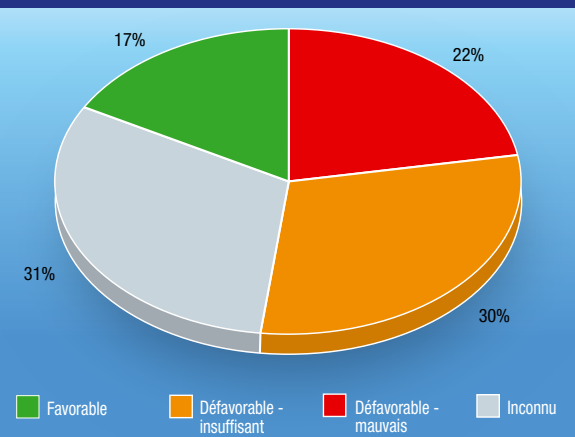


Figure 2: Évaluation de l'état de conservation des espèces* (le pourcentage est établi sur la base du nombre d'évaluations réalisées)



* Types d'habitats naturels et d'espèces d'intérêt communautaire (Annexes I, II, IV et V)

Directive Habitats – Le contexte

Adoptée en 1992, la Directive Habitats* constitue, avec la Directive Oiseaux** qui l'a précédée, la pierre angulaire de la politique de conservation de la nature de l'Europe. Elle est aussi une composante clé dans le Plan d'action européen en faveur de la Biodiversité, qui vise à enrayer la diminution de la biodiversité dans l'UE à l'horizon 2010 et au-delà***.

Cette Directive repose sur deux piliers : le réseau Natura 2000 de sites protégés (qui comprend aussi des sites repris dans la Directive Oiseaux) et un système strict de protection des espèces. Elle vise à assurer un avenir à long terme à un ensemble de plus de 200 habitats et 1 000 espèces en leur permettant d'atteindre et de maintenir ce qui est défini comme un "état de conservation favorable".

Cette Directive se compose d'une série d'articles et d'annexes. Les articles exposent brièvement le but de la conservation de la biodiversité et les moyens pour y parvenir. Quant aux annexes, elles présentent des listes d'habitats et d'espèces d'intérêt communautaire ayant besoin de différentes formes de protection.

L'Article 1 définit "l'état de conservation" comme le résultat de l'ensemble des influences agissant sur habitat naturel ou sur une espèce, et qui peuvent affecter à long terme sa répartition naturelle, sa structure et ses fonctions ou l'importance des populations de ces espèces. Il définit l'état de conservation "favorable" en termes de stabilité de l'aire de répartition et de viabilité.

L'Article 11 précise que les habitats et les espèces d'importance communautaire doivent faire l'objet d'une surveillance afin que l'on ait une idée claire de leur état réel état de conservation et des tendances.



Photo: LIFE04 NAT/IE/000125

Formation herbeuse riche en espèces: The Burren, Irlande

L'Article 17 stipule que des rapports doivent être établis tous les six ans sur la base de la surveillance effectuée, afin d'assurer l'application de la Directive. Les premiers rapports "Article 17", pour la période 1994-2000, avaient accordé la priorité à la transposition de la Directive en droit national et à la désignation de Zones Spéciales de Conservation. Les rapports actuels, qui couvrent la période 2001-2006, sont les premiers à inclure des évaluations de l'état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire. Les rapports "Article 17" peuvent être considérés comme un "bilan de santé" les habitats et les espèces couverts par la Directive, bilan qui révèle les domaines qui nécessitent la plus grande attention et ceux où la Directive s'avère efficace.

* Directive 92/43/CEE du Conseil concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (JO L 206, 22 juillet 1992, p. 7)

** Directive 79/409/CEE du Conseil concernant la conservation des oiseaux sauvages (JO L 103, 5 avril 1979, p. 1)

*** http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/comm2006/index_en.htm

en cours et plusieurs pays ont signalé que l'état d'un habitat ou d'une espèce spécifique s'améliore même s'il demeure défavorable. Parmi les espèces citées, plusieurs ont bénéficié de projets financés par le programme européen LIFE Nature. À titre d'exemples, citons le grand carnivore qu'est l'ours brun (*Ursus arctos*) – jadis présent dans toute l'Europe mais aujourd'hui disparu dans bien des régions – ainsi que des espèces endémiques, telles que le très menacé myosotis de Rehsteiner (*Myosotis rehsteineri*) dans la région du Lac de Constance, en Autriche, ou des types d'habitats prioritaires tels

que les "tourbières boisées" (91D0*) et les "forêts calédoniennes" (91C0*), toutes deux au Royaume-Uni. Nombre des "micro-réserves" botaniques créées dans plusieurs pays de l'UE ont aussi vu le jour dans le cadre de projets LIFE. Voir pages 12-13 pour de plus amples informations sur des projets fructueux de restauration de l'équilibre écologique, financés par LIFE Nature.

Évaluation, surveillance et rapports

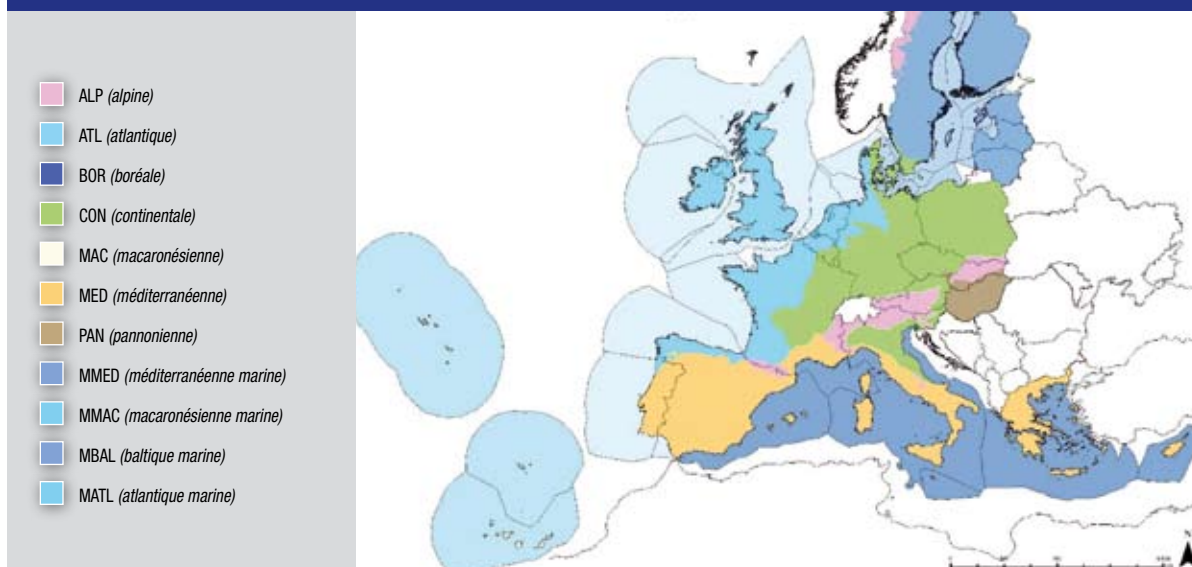
S'appuyant sur les données communiquées par les États membres, le CTE/DB,

basé à Paris, a publié des évaluations régionales de l'état de conservation de tous les habitats et espèces cités dans les annexes de la Directive, dans un ouvrage couvrant sept zones biogéographiques terrestres et quatre régions marines d'Europe³ (voir Fig. 3).

Pour évaluer l'état de conservation général, il a combiné, selon une méthode

.....
3 Vu l'adhésion récente de la Bulgarie et de la Roumanie à l'UE, la région steppique et la région de la mer Noire ne sont pas reprises. Quatre régions marines ont été ajoutées aux fins des obligations découlant de l'Article 17

Figure 3: Zones biogéographiques et régions marines utilisées pour les rapports établis en vertu de l'Article 17



Source : CTE/DB, Paris 2009

convenue⁴, les résultats obtenus pour les paramètres suivants:

Espèces	Habitats
Aire de répartition	Aire de répartition
Population	Superficie
Habitat adéquat	Structure & fonctions
Perspectives	Perspectives

Une des qualifications suivantes est attribuée à chacun de ces paramètres:

Favorable	
Défavorable - insuffisant	
Défavorable - mauvais	
Inconnu	

Pour plus d'informations, voir:
http://ec.europa.eu/environment/nature/knowledge/rep_habitats/index_en.htm

Au total, les autorités nationales ont remis, sous format électronique, 2 756 rapports distincts pour les types d'habitats et 6 064 pour les types d'espèces, assortis de 16 000 cartes. Il fallait couvrir 216 types d'habitats de l'Annexe I et 1 180 espèces (dont des sous-espèces et genres) des Annexes II, IV et V de la Directive Habitats⁵. Les données présentées dans les rapports des États membres et dans l'analyse biogéographique reposent sur le nombre d'évaluations réalisées et non sur le nombre d'habitats et d'espèces eux-mêmes. Ces rapports détaillés sont précieux mais, pour brosser un panorama général, cet article se concentre sur l'échelle biogéographique plus large.

Pour plus d'informations, voir:
<http://biodiversity.eionet.europa.eu/article17>

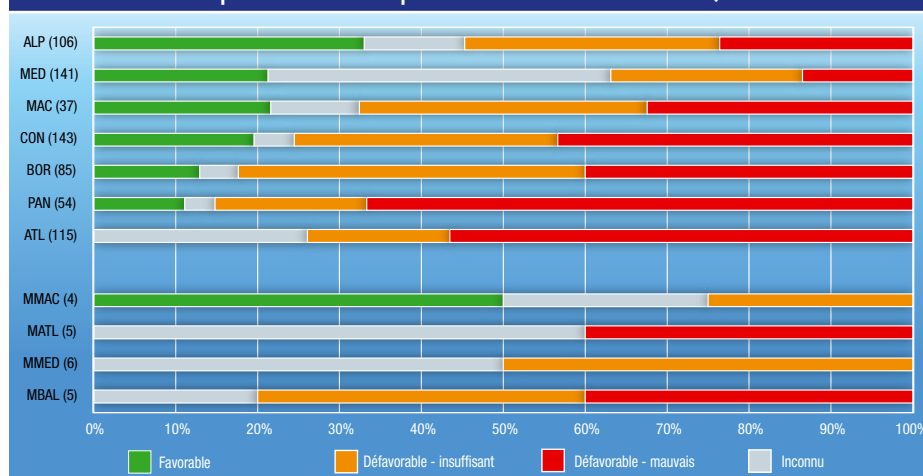
Qualité des données

Comme il s'agissait d'une première expérience pour ce type d'évaluation, les données produites par les différents États membres différaient considérablement quant à leur qualité et à la période de collecte. Dans bien des cas, il manque encore des informations, notamment

⁴ Convenue avec le Comité Habitats, composé d'experts des États membres

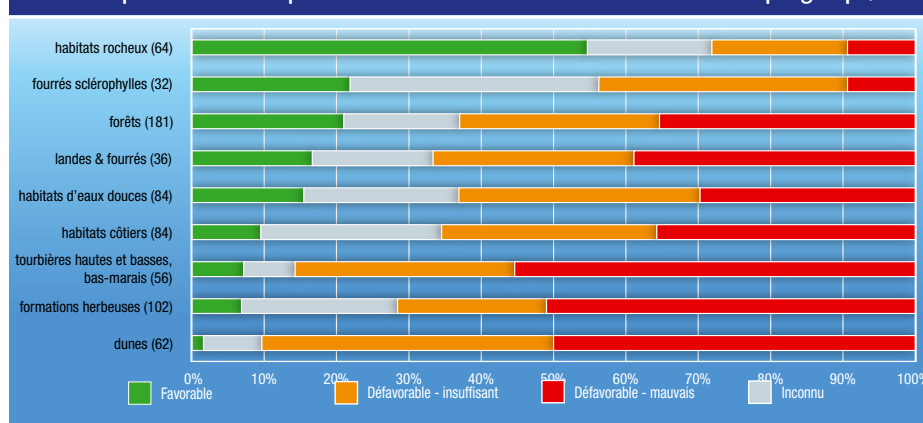
⁵ Habitats pour lesquels la nécessité de mesures de conservation est considérée comme très élevée.

Figure 4: Évaluation de l'état de conservation des habitats dans les différentes régions biogéographiques (les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'évaluations)



ALP (alpine), ATL (atlantique), BOR (boréale), CON (continentale), MAC (macaronésienne), MED (méditerranéenne), PAN (annonienne), MMED (méditerranéenne marine), MMAC (macaronésienne marine), MBAL (baltique marine), MATL (atlantique marine)

Figure 5: Évaluation de l'état de conservation des habitats par groupe d'habitats (les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'évaluations réalisées dans chaque groupe)



Source: ETC/BD, Paris 2009

pour les tendances et perspectives. Dans l'ensemble, dans leurs évaluations régionales, les États membres ont qualifié d'"inconnu" l'état de quelque 13% des habitats et de 27% des espèces. Le nombre de classements sous "inconnu" a été particulièrement élevé pour les espèces d'Europe méridionale et de régions marines.

Évaluations des habitats

Sur les 701 habitats évalués, l'état de conservation est jugé défavorable-mauvais dans 37% des cas et défavorable-insuffisant dans 28% des cas (voir Fig. 1). Seuls 17% des évaluations concluent à un état favorable. Ce chiffre couvre toutefois d'importantes variations sous-jacentes d'une région biogéographique à l'autre. Ainsi, trois des quatre régions marines et une région terrestre ne possèdent pas

d'habitats jugés dans un état favorable (voir Fig. 4).

En termes de nombre d'habitats dans un état favorable, la région biogéographique alpine se classe première et la région atlantique dernière. Les régions biogéographiques annonienne et atlantique, quant à elles, comptent le plus grand nombre d'habitats dans un état défavorable-mauvais.

Il est possible d'analyser l'état de conservation de groupes d'habitats, tels que les forêts ou les formations herbeuses (voir Fig. 5). Les dunes, les tourbières, les bas-marais et les formations herbeuses sont les groupes d'habitats les moins bien conservés. À l'autre extrême, on trouve les habitats rocheux, tels que les éboulis rocheux ou les grottes. Par rapport aux habitats non prioritaires, un pourcentage



Photo: LIFE03 NAT/IRL/000107

Vue aérienne de la zone humide de Murrough, Comté de Wicklow, Irlande : ce sont les habitats côtiers qui sont le plus souvent jugés dans un état de conservation "défavorable-mauvais".

élevé d'habitats "prioritaires"⁶ ont été jugés en mauvais état. Cette différence est surtout marquée dans les habitats côtiers. Les "perspectives" (un des quatre paramètres de l'état de conservation) ont été jugées défavorables pour plus de 50% des habitats évalués. Les tendances en matière de superficie des habitats étaient négatives dans plus de 20% des évaluations.

Pour plus d'informations, voir:
<http://biodiversity.eionet.europa.eu/article17/habitatsreport>

6 D'autres habitats et espèces ont été ajoutés aux annexes en janvier 2007; voir http://ec.europa.eu/environment/nature/legislation/habitatsdirective/index_en.htm

Évaluations des espèces

Sur les 2 240 espèces évaluées, l'état de conservation est jugé défavorable-mauvais dans 22% des cas et insuffisant dans 30% des cas (voir Fig. 2). La part d'espèces dans un état de conservation défavorable-mauvais dépasse les 20% dans la plupart des régions biogéographiques (voir Fig. 6) et les 30% pour les mollusques (étant les plus mal lotis. La moitié des évaluations des sous-groupes de mollusques marins et d'eau douce concluent à un état défavorable-mauvais; les escargots terrestres, eux, semblent mieux se classer. Notons toutefois que le groupe des mollusques est relativement restreint (81 évaluations). On trouve le pourcentage le

plus élevé d'évaluations favorables chez les plantes vasculaires. En général, les différences d'état de conservation entre les espèces prioritaires et non prioritaires de l'Annexe II sont négligeables.

Les variations entre régions biogéographiques et marines sont moins marquées pour les espèces que pour les habitats. En termes de pourcentage d'espèces jugées dans un état favorable, la région biogéographique terrestre boréale se classe première, l'atlantique dernière. Les mollusques et les arthropodes comptent parmi les groupes les plus menacés dans la plupart des régions. Si l'on classe les espèces en fonction de l'état de conservation défavorable-mauvais, ce sont les mammifères qui viennent en tête dans la région macaronésienne et les plantes vasculaires et non vasculaires, dans la région pannonnienne. La part des états de conservation "inconnus" est plus élevée pour les espèces que pour les habitats, surtout dans les régions biogéographiques méditerranéenne et marine. Pour le paramètre "perspectives" et l'analyse des tendances dans les évaluations d'espèces, la part assez importante de verdicts "inconnu" limite l'évaluation au niveau biogéographique.

Pour plus d'informations, voir:
<http://biodiversity.eionet.europa.eu/article17/speciesreport>

Évaluations des régions marines

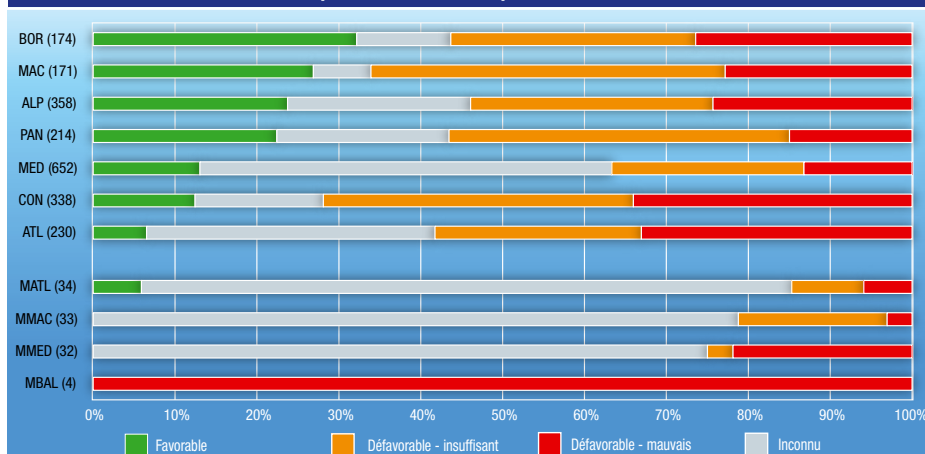
La conservation marine n'en est en fait encore qu'à ses débuts. D'après le CTE/DB, par manque de données, il a été beaucoup plus souvent impossible d'évaluer les habitats et espèces dans les régions marines que dans les régions terrestres. (Les espèces terrestres totalisent 27% de qualificatifs "inconnu", contre 57% pour les espèces marines.) De plus, la qualité des données est jugée mauvaise près de deux fois plus souvent pour les populations marines que pour les

Tortue caouanne (Caretta caretta), une espèce prioritaire marine dont l'état de conservation est jugé "défavorable-mauvais" ou "inconnu".



Photo: LIFE95 NAT/GR/001115

Figure 6: Évaluation de l'état de conservation des espèces dans les différentes régions biogéographiques (les nombres entre parenthèses indiquent le nombre d'évaluations)



ALP (alpine), ATL (atlantique), BOR (boréale), CON (continentale), MAC (macaronésienne), MED (méditerranéenne), PAN (pannonienne), MMED (méditerranéenne marine), MMAC (macaronésienne marine), MBAL (baltique marine), MATL (atlantique marine)

Source : CTE/DB, Paris 2009



Photo: K. Raitoplu / LIFE98 NAT/GR005264

L'état de conservation de l'habitat prioritaire Palmeraies à Phoenix est signalé comme "favorable" par la Grèce, à la suite d'un projet LIFE mené sur l'île de Crète.

espèces terrestres (60% pour les premières, contre 35% pour les secondes).

Pour combler ces lacunes, la mise en œuvre de projets marins européens cofinancés par LIFE permet de constituer un vaste éventail d'expériences. De tels projets encouragent la coopération internationale et génèrent des données et des savoir-faire précieux sur lesquels baser des recommandations de politique futures. Par exemple, les projets LIFE SCANS (LIFE92 ENV/UK/000065 et LIFE04 NAT/UK/000245) visent à évaluer la population de petits cétacés en mer du Nord et dans les eaux de la plate-forme continentale atlantique européenne. Pour plus d'informations sur ces projets et sur d'autres projets fructueux de rétablissement d'espèces marines, voir la publication sur l'environnement marin de LIFE Focus⁷. LIFE III Nature (et maintenant LIFE+) est également utilisé pour identifier et désigner de nouveaux sites marins Natura 2000.

7 "LIFE and the marine environment – promoting sustainable management of Europe's seas" European Commission (2006) <http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/lifefocus/nat.htm#marine>

Une référence pour les évaluations futures

Pour la première fois, l'état de conservation des habitats et espèces les plus menacés des États membres de l'UE-25⁸ a été évalué sur la base d'une méthodologie normalisée. Jamais un travail de cette ampleur ou de cette importance n'avait été réalisé. Par son lien clair avec une législation et sa couverture des pays, il est unique en son genre et sous-tendra la politique de la biodiversité pendant les prochaines années.

Si la majorité des États membres ont accueilli favorablement ce processus de surveillance et d'information, reconnaissant qu'il apporte une valeur ajoutée à leur travail, il subsiste de nettes lacunes dans nos connaissances, surtout en ce qui concerne l'Europe méridionale et l'environnement marin.

Comme nous l'avons déjà dit, la plupart des habitats et des espèces d'intérêt communautaire ne sont pas considérés comme étant dans un état de conservation favorable. Toutefois, ce constat n'est guère surprenant vu que seuls les habitats

8 La Bulgarie et la Roumanie n'ont pas été incluses dans le rapport de 2001-2006.

et espèces dont l'état de conservation était jugé le plus préoccupant par la Communauté européenne ont été inclus dans les annexes de la Directive Habitats.

De plus, il ne faut pas oublier que le réseau Natura 2000 est toujours en phase de création (surtout pour l'environnement marin) et qu'il faut souvent beaucoup de temps avant que des mesures de rétablissement n'aient un effet visible sur les habitats et les espèces. Là où s'est affirmée une volonté de procéder à d'importantes d'interventions, les mesures prises ont eu une incidence positive mesurable sur l'état de conservation. Le programme LIFE et d'autres initiatives se sont fait les avocats d'une telle approche.

Grâce aux enseignements que ces rapports nous donnent, nous pouvons maintenant canaliser au mieux nos ressources. Nous savons, par exemple, que les dunes, les tourbières et les formations herbeuses sont les groupes d'habitats ayant le plus mauvais état de conservation; que les habitats associés à l'agriculture ont grand besoin de mesures de conservation; que le changement climatique a été cité comme raison majeure des tendances observées dans la moitié des zones humides et que les menaces pesant sur les invertébrés sont particulièrement répandues.

Enfin, il a été difficile d'établir ces premiers rapports "Article 17", en ce compris les évaluations de l'état de conservation. Cette tâche deviendra sûrement plus aisée à l'avenir, à mesure que les systèmes de surveillance seront mieux à même de combler les lacunes dans nos connaissances. Une révision est d'ores et déjà en cours pour notamment améliorer les moyens de compiler et intégrer les données. La référence étant maintenant fixée, c'est par rapport à elle que nous observerons les changements, en bien ou en mal, que subit notre précieuse biodiversité.

Des micro-réserves sur l'île de Crète contribuent à surveiller l'*Androcymbium rechingeri*



Photo: LIFE04 NAT/GR000104

Nota Bene:

- Le baromètre Natura est géré par le Centre Thématique européen pour la Biodiversité sur la base des informations officiellement transmises par les États membres.
- De nombreux sites ont été désignés, dans leur totalité ou en partie, au titre des deux Directives nature; on ne peut donc pas additionner ces données pour obtenir un chiffre global pour Natura 2000.
- Le pourcentage de superficie ne fait référence qu'à la superficie terrestre qui a été désignée, c'est-à-dire au total des zones ZPS (Directive Oiseaux), pSIC, SIC ou ZSC (Directive Habitats) proposés moins le domaine marin. Certains États membres ont désigné des parties importantes de leurs eaux côtières. Ces dernières sont incluses dans le nombre de sites et de zones proposés mais pas dans le % de superficie ni dans les indications de progression. Le caractère suffisant des propositions nationales pour plusieurs espèces et habitats marins ne peut être déterminé car un travail supplémentaire est requis pour une application probante de Natura 2000 au titre des deux Directives, particulièrement en ce qui concerne l'environnement marin offshore.
- Certains États membres ont proposé des zones de grande taille, comprenant des "espaces tampons", tandis que d'autres se sont limités aux zones essentielles. Dans les deux cas, l'Article 6 de la Directive Habitats s'applique également aux nouvelles activités prévues en dehors d'un site Natura 2000 mais susceptibles d'affecter ce dernier.
- Les 12 nouveaux États membres, qui ont adhéré à l'UE le 1er mai 2004 et le 1er janvier 2007, avaient l'obligation de classer les ZPS et de proposer des SIC à la date de leur adhésion. Tous les pays ont soumis leurs listes et les évaluations sont en cours.
- L'évaluation globale des listes nationales est susceptible d'être modifiée, à la hausse ou à la baisse, suite à des analyses scientifiques plus complètes des données, notamment lors des séminaires biogéographiques les concernant.





-  Notablement insuffisante
-  Incomplète
-  Quasiment complète
-  Progrès récents mais significatifs



Photo: LIFE NAT/GR00849

ZONES DE PROTECTION SPECIALE (ZPS) Directive Oiseaux




























ÉTATS MEMBRES	Nombre de sites	Superficie totale (km²)	Superficie terrestre (%)*	Nombre de sites maritimes	Superficie maritime (km²)	Progrès
BELGIË/BELGIQUE	234	3.282	9,7	4	315	
BULGARIA	114	23.217	20,4	14	539	
ČESKÁ REPUBLIKA	38	9.653	12,2	-	-	
DANMARK	113	14.709	5,9	59	12.173	
DEUTSCHLAND	734	59.556	12,2	15	16.061	
EESTI	67	12.592	13,1	26	6.654	
ÉIRE/IRELAND	131	2.815	2,9	66	810	
ELLÁDA	163	16.755	12,3	16	567	
ESPAÑA	567	97.318	19,2	23	634	
FRANCE	371	46.194	7,8	62	3.260	
ITALIA	594	43.827	13,6	42	2.719	
KÝPROS**	7	788	13,4	1	21	
LATVIJA	98	6.766	9,7	4	520	
LIETUVA	77	5.435	8,1	1	171	
LUXEMBOURG	12	139	5,4	-	-	
MAGYARORSZÁG	55	13.519	14,5	-	-	
MALTA***	12	14	4,5	0	0	
NEDERLAND	77	10.125	12,6	6	4.895	
ÖSTERREICH	96	9.867	11,8	-	-	
POLSKA	124	50.407	14,1	4	6.463	
PORTUGAL	50	9.956	10,1	10	622	
ROMÂNIA****	108	0	0	1	0	
SLOVENIJA	27	4.656	23,0	1	3	
SLOVENSKO	38	12.236	25,1	-	-	
SUOMI	468	30.838	7,5	66	5.567	
SVERIGE	531	29.857	6,2	108	4.018	
UNITED KINGDOM	268	16.253	6,3	4	901	
EU	5.174	530.774	10,8	533	66.913	



Photo: LIFE NAT/IE/090125

SITES D'IMPORTANCE COMMUNAUTAIRE (SIC) Directive Habitats

Nombre de sites	Superficie totale (km²)	Superficie terrestre (%)*	Nombre de sites maritimes	Superficie maritime (km²)	Progrès	ÉTATS MEMBRES
280	3.269	10,1	2	198		BELGIQUE
228	33.430	29,6	14	592		BULGARIE
858	7.251	9,2	-	-		RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
254	11.136	7,4	118	7.959		DANEMARK
4.622	54.343	9,9	53	19.134		ALLEMAGNE
498	11.429	16,8	36	3.854		ESTONIE
423	13.553	10,7	96	6.010		IRLANDE
239	27.641	16,4	102	5.998		GRÈCE
1.434	123.716	23,4	94	5.548		ESPAGNE
1.334	52.174	8,5	94	5.688		FRANCE
2.286	45.211	14,2	160	2.243		ITALIE
36	711	11,5	5	50		CHYPRE**
331	7.663	11,0	6	562		LETTONIE
267	6.664	9,9	2	171		LITUANIE
48	399	15,4	-	-		LUXEMBOURG
467	13.929	15,0	-	-		HONGRIE
27	48	12,6	1	8		MALTE***
142	7.552	8,4	10	4.067		PAYS-BAS
168	8.978	10,7	-	-		AUTRICHE
364	28.904	8,1	6	3.594		POLOGNE
94	16.503	17,4	23	490		PORTUGAL
273	32.833	13,2	6	1.353		ROUMANIE
259	6.360	31,4	3	0,2		SLOVÉNIE
382	5.739	11,8	-	-		SLOVAQUIE
1.715	48.552	12,7	98	5.460		FINLANDE
3.981	64.449	13,7	334	7.506		SUÈDE
623	29.066	6,8	49	12.409		ROYAUME-UNI
21.633	661.503	13,3	1.312	92.893		EU

- Notablement insuffisante
- Incomplète
- Quasiment complète
- Progrès récents mais significatifs

Le Baromètre Natura 2000: commentaire sur la progression

Le baromètre actuel mesure les progrès réalisés dans la mise en œuvre des Directives Habitats et Oiseaux dans les 27 pays jusqu'en décembre 2008.

Il convient surtout de souligner que l'Allemagne a considérablement étendu son réseau de ZPS, ainsi que sa liste de SIC. La Suède et le Royaume-Uni ont également étendu leurs réseaux de SIC, surtout pour l'environnement marin.

L'attention se porte aujourd'hui de plus en plus sur le parachèvement du réseau Natura 2000 pour l'environnement marin. Pour faciliter ce processus, un premier séminaire biogéographique pour la région atlantique marine s'est tenu à Galway, en Irlande, les 24 et 25 mars 2009.

Pour l'évaluation de la complétude des réseaux nationaux de ZPS, la Commission n'applique pas de processus de sélection biogéographique mais utilise différentes références scientifiques, y compris des inventaires nationaux, lorsqu'ils existent, et les publications de BirdLife International relatives aux zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO).

* % de la superficie terrestre des SIC ou ZPS comparé à la superficie terrestre de l'État membre.

** La superficie et le pourcentage de cet État membre correspondent au territoire de Chypre où s'applique actuellement l'acquis communautaire selon le protocole 10 du Traité d'adhésion de Chypre.

*** Plusieurs sites marins, mais pas d'informations sur les zones marines fournies dans la base de données

**** Aucune superficie mentionnée dans la base de données roumaine.

Agriculture et état de conservation – défis à relever

D'après les données les plus récentes compilées par le Centre Thématique européen pour la Diversité Biologique (CTE/DB), ce sont les habitats liés aux pratiques agricoles traditionnelles qui ont le plus besoin de mesures de conservation.

L'agriculture est le pilier des économies rurales dans toute l'Europe. Elle est source d'alimentation et de matériaux biologiques, d'emplois ruraux et même d'énergies renouvelables. Si l'agriculture intensive moderne est perçue comme exerçant une pression négative dominante sur l'état de conservation des habitats et des espèces, certaines formes d'agriculture (par exemple le pâturage peu intensif) peuvent s'avérer essentielles pour gérer de vastes zones d'habitats précieux. En général, d'après les principales constatations¹ du CTE/DB², les habitats liés à l'agriculture sont toutefois dans un moins bon état de conservation que les habitats non agricoles: seuls 7% d'entre eux ont été jugés dans un état "favorable", contre 21% des autres types d'habitats (voir Fig. 7a).

Aucun des États membres de la région atlantique n'évalue comme favorable l'état d'habitats dépendant de l'agriculture (peut-être en raison du poids de la forte proportion de terres consacrées à l'agriculture intensive). En dehors de la Macaronésie, où très peu d'habitats dépendent de l'agriculture, c'est la région continentale qui, avec 9%, affiche le pourcentage le plus élevé d'habitats agricoles dans un état de conservation favorable, suivie par les régions alpine et boréale, avec toutes deux 7%.

1 Certaines analyses spécifiques sur l'état de conservation p.2

2 Voir le document en ligne, en anglais, "Article 17 Technical Report (2001-2006)" sur <http://biodiversity.eionet.europa.eu/article17>



Photo: LIFE02 NAT/D008461

Agriculture attentive à la conservation – pacage de moutons sur le site de Mäuerchenberg en Allemagne

Pour les habitats dépendant de l'agriculture, l'abandon de pâtures, le surpâturage et le sous-pâturage, la fertilisation déséquilibrée et l'utilisation de pesticides, la modification des pratiques agricoles, le labourage et le boisement de formations herbeuses et l'élimination d'éléments caractéristiques du paysage comptent parmi les pressions et menaces les plus souvent citées.

Près ou plus de 80% des prairies agricoles sont déclarées dans un état de conservation "défavorable-mauvais" dans les régions biogéographiques atlantique,

boréale et pannonicienne. Dans les régions atlantique et pannonicienne, aucun habitat de formations herbeuses n'est jugé dans un état "favorable" (voir Fig. 4 page 5).

On sait déjà que pour optimiser l'état de conservation des formations herbeuses, il faut en général un niveau approprié de pâturage (avec peu d'intrants et une faible densité de bétail)³ ou un fauchage tardif. Ce n'est donc pas nécessairement par manque de connaissances techniques que ce type d'habitat n'atteint pas un état favorable. Ce qu'il faut, c'est rendre financièrement viable une agriculture attentive à la conservation, telle que décrite par le programme LIFE et d'autres. C'est pourquoi les préoccupations relatives à la biodiversité sont aujourd'hui devenues une composante importante de la politique agricole.

Les récentes réformes de la Politique Agricole Commune (PAC)⁴ ont progressivement découplé les paiements aux fermiers de la production, ce qui permet de diminuer les densités de bétail et de rendre les pratiques moins intensives en général. Certains de ces paiements sont aussi réorientés vers l'indemnisation des fermiers pour l'offre de services environnementaux utiles. De telles initiatives doivent bénéficier d'un soutien supplémentaire des programmes de développement rural nationaux et régionaux afin d'améliorer l'état de conservation.

3 LIFE and Europe's grasslands: Restoring a forgotten habitat

4 http://ec.europa.eu/agriculture/healthcheck/index_en.htm

Figure 7a: Habitats dépendant de l'agriculture (204 évaluations)

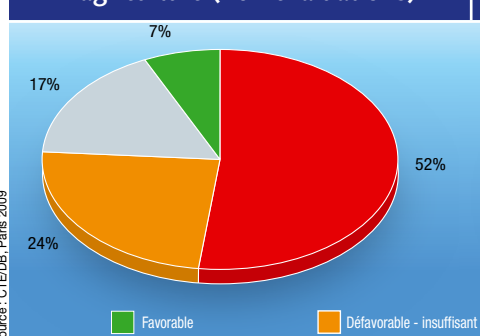
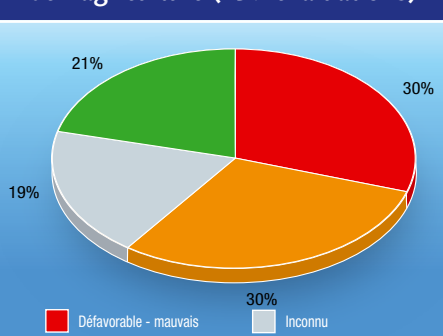


Figure 7b: Habitats ne dépendant pas de l'agriculture (497 évaluations)



Pour plus d'informations, voir:
LIFE on the farm: Supporting environmentally friendly agriculture

<http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/lifefocus/documents/agriculture.pdf>

LIFE and agri-environment supporting Natura 2000: Experience from the LIFE programme

http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/lifefocus/documents/agrienvironment_en.pdf

Habitats et espèces influencés par le changement climatique

Le changement climatique fait peser une menace supplémentaire sur la biodiversité et les écosystèmes et interagit avec d'autres pressions existantes. Le déplacement des zones climatiques entraînera des changements complexes dans la répartition et le fonctionnement des habitats et des espèces¹. Souvent, les modifications de la composition des écosystèmes ont une forte incidence sur les interactions entre la biosphère et le système climatique, ainsi que sur d'autres services écosystémiques dont dépend la société.

1 Pour plus d'informations, voir http://www.eea.europa.eu/publications/eea_report_2008_4 (EEA report) et <http://royalsociety.org/displaypagedoc.asp?id=29026> (Royal Society Report on Biodiversity - Climate change interaction)

Bien que le changement climatique n'ait pas été inclus en tant que tel dans la liste des menaces et pressions potentielles à prendre en considération dans les rapports exigés par l'Article 17, les États membres ont été invités à citer les raisons majeures de toute évolution des aires de répartition, superficies et populations dont ils rendaient compte. Le changement climatique faisait partie des options suggérées et a été invoqué comme raison pour 42 habitats (19%) et 144 espèces (12%).

Comme le montre le Tableau 1, les tourbières et les bas-marais sont, en tant que groupe, fort influencés par le changement climatique. De plus, des données sur quatre autres habitats de zones humides relevant d'autres groupes d'habitats (2170 dunes, 91D0* tourbières boisées, 91E0* forêts alluviales et 92B0 forêts-galeries) laissent penser que le changement climatique exerce une pression plus marquée sur les zones humides en général que sur tout autre groupe d'habitats.



Le changement climatique constitue une menace supplémentaire pour les amphibiens menacés, tels que le sonneur à ventre de feu (*Bombina orientalis*).

Le déclin des habitats de dunes est aussi fréquemment attribué au changement climatique, sans doute à cause de la montée du niveau des mers.

Le groupe des habitats rocheux ne compte que deux habitats dont l'évolution est considérée comme liée au changement climatique, mais il inclut les glaciers permanents (8340), probablement l'habitat de l'Annexe I le plus directement menacé par

le changement climatique, et dont le rôle est, dans ce cas, bien établi.

Pour 12% des 1 158 espèces évaluées, un ou plusieurs États membres ont imputé au changement climatique les tendances signalées en matière d'aire de répartition et/ou de population. C'est pour le groupe des amphibiens que le chiffre est le plus élevé (45%). Les amphibiens sont fort liés aux zones humides et ont été souvent identifiés comme très sensibles au changement climatique. Par contre, pour les poissons et les plantes vasculaires, les tendances observées sont rarement attribuées au changement climatique (4% et 3% respectivement).

Le changement climatique n'a été mentionné par les États membres que pour les habitats et les espèces où ses effets étaient déjà avérés. À mesure qu'il deviendra plus perceptible et que les habitats et espèces auront plus de temps pour y réagir, son impact sera sans doute souligné pour plus d'habitats et d'espèces mentionnés dans les annexes de la Directive Habitats. Pour permettre d'identifier cet éventuel impact du changement climatique sur l'état de conservation, le CTE/DB recommande sur son site que la méthode utilisée pour signaler les menaces et pressions soit modifiée pour le prochain cycle de rapports.

Tableau 1: Évaluation de l'impact du changement climatique sur les habitats*

Groupe d'habitats	Nbre influencé par le changement climatique	Nbre d'habitats dans le groupe	% influencé
Tourbières et bas-marais	6	12	50
Dunes	6	21	29
Forêts	16	72	22
Landes	2	10	20
Fourrés sclérophylles	2	13	15
Habitats côtiers	4	28	14
Habitats rocheux	2	14	14
Formations herbeuses	3	29	10
Eaux douces	1	19	5
Tous les habitats	42	218	19

*Nombre d'habitats par groupe d'habitats dont les tendances signalées en matière d'aire de répartition et/ou de population ont été imputées par un ou plusieurs États membres au changement climatique.

Source : CTE/DB, Paris 2009

Photo: LIFE04 NAT/IE/000125



Journée de démonstration agricole, juillet 2008, ouest de l'Irlande – organisée par le projet d'agriculture écologique "Burren LIFE".

Incidence positive de LIFE sur l'état de conservation

Dans toute l'UE, la contribution positive du programme LIFE Nature à la conservation de la nature a été prouvée pour divers types d'habitats et d'espèces subissant différentes pressions et menaces. Les rapports d'évaluation de l'état de conservation confirment cet impact positif de projets spécifiques de conservation et de rétablissement financés par LIFE.

Plusieurs pays ont signalé que l'état de conservation d'un habitat ou d'une espèce spécifique, bien que défavorable, s'améliore. Dans cette catégorie figurent plusieurs habitats ou espèces qui ont bénéficié de projets financés par le programme européen LIFE Nature. Non seulement les projets LIFE ont un impact direct via les mesures qu'ils mettent en œuvre, mais des chefs de projets dévoués (et les bénéficiaires en général) ont appliqué avec succès, dans un ou plusieurs domaines couverts par les projets, de bonnes pra-

tiques de conservation d'espèces/d'habitats qui peuvent être répliquées dans d'autres régions européennes connaissant des problèmes similaires.

Les exemples mis en lumière dans les données compilées par le Centre Thématique européen pour la Diversité Biologique (CTE/DB)¹ comprennent des

espèces végétales telles que le myosotis du Lac de Constance (*Myosotis rehsteineri*) en Autriche, endémique et très menacé (voir la Lettre d'information Natura 2000 de décembre 2007)², et des types d'habitats tels que les habitats prioritaires "tourbières boisées" (91D0*) et "forêts calédoniennes" (91C0*), tous deux au Royaume-Uni.

¹ Voir le document en ligne, en anglais, "Article 17 Technical Report (2001-2006)" sur <http://biodiversity.eionet.europa.eu/article17>

² Natura 2000. Numéro 23 – Plantes en danger, p. 11 http://ec.europa.eu/environment/nature/info/pubs/docs/nat2000news/nat23_fr.pdf

Photo: LIFE98 GR/005279



On ne trouve le poisson *Ladigesocypris ghigii* que sur l'île grecque de Rhodes.

Nouveaux espoirs pour un poisson d'eau douce de Grèce

Le *Ladigesocypris ghigii* compte parmi les espèces de poissons d'eau douce les plus menacées d'Europe. Il ne vit que dans les cours d'eau, sources et lacs artificiels de l'île grecque de Rhodes.

Le projet visait principalement à contribuer au rétablissement et à la conservation des populations de cette espèce dans deux sites Natura 2000 via diverses actions (dont la création d'une réserve ichtyologique, le recours à la reproduction artificielle et la création de stocks de poissons pour préserver la diversité génétique).

Ce projet a dépassé ses objectifs: outre les populations déjà connues au lancement du projet, quatre nouveaux sites (contenant six nouvelles populations dans d'autres cours d'eau) ont été identifiés et présentés aux autorités grecques comme pSIC (propositions de Sites d'Importance Communautaire).

Une étude de suivi postérieure au projet, menée en 2007, a conclu que ce projet avait "nettement amélioré" les chances de survie des populations clés de l'espèce ciblée et avait garanti la survie de l'espèce ex-situ par la création de stocks de reproduction.



Référence du projet: LIFE98 NAT/GR/005279



Photo: E. Laguna



L'hélianthème Helianthemum caput-felis, d'Espagne, bénéficie du modèle de micro-réserve.

C'est aussi dans le cadre de projets LIFE qu'ont été créées, dans plusieurs pays de l'UE, nombre de "micro-réserves" botaniques (petites réserves botaniques incluses dans les sites Natura 2000), notamment les deux projets espagnols qui entraînent leur développement: LIFE93 NAT/E/011100 (1ère phase) et LIFE95 NAT/E/000856 (2ème phase). Ce modèle de conservation des plantes basé sur des micro-réserves fait maintenant des émules dans d'autres territoires espagnols et à l'étranger, en tant que précieux outil de gestion de la Directive Habitats. Il contribue également à la mise en œuvre du réseau Natura 2000. Ainsi, des réseaux de micro-réserves ont été instaurés sur l'île de Minorque, dans la région de Kraški rob, en Slovénie, et en Crète, Grèce.

À un échelon plus large, plusieurs projets LIFE (par exemple en Italie, Slovénie, Espagne, Grèce, Autriche et France) participent depuis 1992 au rétablissement ou au maintien de populations du grand carnivore qu'est l'ours brun (*Ursus arctos*). Jadis présent dans toute l'Europe, cette espèce est maintenant éteinte dans de nombreuses régions. D'après les évaluations menées dans les régions biogéographiques alpine et continentale, l'état de conservation de l'ours brun, bien que toujours "défavorable-mauvais", s'améliore. Une tendance positive générale (en termes tant de population que d'aire de répartition) se dessine dans plus de la moitié des rapports des États membres sur cette espèce.

Dans certains cas, les États membres ont mentionné des projets LIFE spécifiques dans leurs rapports. Par exemple, le type d'habitat prioritaire appelé "tourbières hautes actives" (7110*), dont l'état de conservation a été jugé "défavorable" dans toutes les régions biogéographiques

où il est présent et le plus souvent qualifié de "défavorable-mauvais", s'améliore dans un seul pays – le Royaume-Uni – qui évoque, dans son rapport, les actions d'un projet de trois ans sur les tourbières hautes écossaises cofinancé par LIFE (LIFE00 NAT/UK/007078), ainsi que plusieurs initiatives nationales pour rétablir cet habitat.

Les projets LIFE ont aussi contribué à rétablir ou à maintenir certains habitats et espèces dont l'état de conservation a été évalué comme favorable. C'est notamment le cas de l'habitat prioritaire Palmeraies à Phoenix (9370*) en Grèce, qui enregistre un accroissement de la population de palmiers à la suite du projet mené sur l'île de Crète (LIFE98 NAT/GR/005264). Un succès similaire, signalé également par la Grèce, a été remporté par un projet sur l'île de Rhodes ciblant le *Ladigesocypris ghigii*, un poisson d'eau douce endémique de la famille des Cyprinidae (voir page 12).

LIFE a en outre eu un impact positif avéré sur les formations herbeuses. D'après le rapport, sur les neuf grands groupes d'habitats inclus dans l'Annexe I, les formations herbeuses comptent parmi les cinq ayant reçu le plus de mentions "défavorable" et le moins de mentions "favorable" (les autres étant les dunes, les tourbières et les bas-marais). Néanmoins, des actions sont en cours d'élaboration et de renforcement dans le cadre de LIFE pour concilier les exigences de l'agriculture (le plus souvent liées aux habitats de formations herbeuses) et les objectifs de la politique de conservation de la nature.

Le projet LIFE en cours dans l'ouest de l'Irlande en est un exemple. "Burren LIFE" (LIFE04 NAT/IE/000125), le premier grand projet d'agriculture écologique dans le pays, repose sur un projet pilote couvrant 20 fermes sur plus de 3 000 ha. Il vise à élaborer un plan détaillé pour de futures mesures d'agriculture écologique à appliquer sur des terres de haute valeur naturelle dans l'ensemble de l'Irlande. C'est l'un des projets très fructueux de rétablissement des habitats/espèces ciblant les formations herbeuses d'Europe mis en avant dans une nouvelle publication de la Commission: "LIFE and Europe's grasslands: Restoring a forgotten habitat"³.

En général, il est difficile de quantifier la contribution des projets LIFE Nature car elle dépend fort de l'échelle et de la durée

³ Commission européenne (DG Environnement) 2008 <http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/lifefocus/nat.htm#grassland>



Photo: LIFE03 NAT/CP/IT/000003

L'ours brun en Italie

Des projets de réintroduction de l'ours brun (*Ursus arctos*) dans les montagnes d'Italie, tels que le projet LIFE URSUS dans le parc régional Adamello-Brenta, commencent lentement à porter leurs fruits. Un nouveau recensement des populations d'ours bruns, mené par les Parcs nationaux des Abruzzes, de Lazio et Molise et Adamello-Brenta, révèle qu'il y a maintenant 124 individus, dont 100 dans les Apennins centraux et 24 dans les Alpes centrales.

Cette évolution encourageante s'est réalisée malgré tous les efforts des braconniers qui, ces 10 dernières années, ont abattu ou empoisonné 24 spécimens d'ours bruns des Apennins (*Ursus arctos marsicanus*), menacés d'extinction. La découverte de Bernard - la mascotte du Parc national des Abruzzes -, sa femelle et leurs deux oursons empoisonnés en octobre 2007 a suscité un tollé dans l'opinion publique.

Heureusement, des chercheurs du projet "Protect Orso Marsicano" ont vu 10 oursons avec leurs mères. Il est à espérer que d'autres oursons naîtront cette année, ce qui aidera la population d'ours bruns des Apennins à retrouver un seuil de sécurité de plus de 100 spécimens.



Référence du projet:

LIFE00 NAT/IT/007131

Site Internet: http://www.pnab.it/it/natura_e_territorio/orso/life_ursus.html



des actions du projet. Certains projets ne ciblent que des espèces et habitats à l'échelon local ou régional (généralement sur un seul site Natura 2000) tandis que d'autres couvrent l'aire de répartition complète des espèces ou habitats (par ex. pour des espèces ou habitats endémiques à répartition restreinte). Selon le rapport du CTE/DB, il faut dès lors mener de nouvelles études pour évaluer dans quelle mesure les améliorations signalées dans l'état de conservation sont un résultat direct du travail financé par LIFE.

Pour plus d'informations sur ce point et sur d'autres études de cas de LIFE couvrant les types d'habitats/espèces forestiers, végétaux, marins et de zones humides, voir la section des publications sur le site Internet de LIFE: <http://ec.europa.eu/environment/life/>

Conférence de haut niveau pour débattre de la politique européenne pour la biodiversité après 2010

Dans sa Communication sur la Biodiversité (COM/2006/0216 – final), adoptée en mai 2006, la Commission européenne définit le cadre dans lequel l'UE peut agir pour, d'une part, atteindre l'objectif fixé par les chefs d'État et de gouvernement d'enrayer la perte de biodiversité à l'horizon 2010 et, d'autre part, respecter les engagements internationaux pris pour réduire la perte de biodiversité dans le monde. Elle y inclut un Plan d'action en faveur de la Biodiversité (PAB), qui énonce les responsabilités spécifiques des institutions de l'UE et des États membres ainsi que les indicateurs destinés à mesurer les progrès et établit un calendrier pour y parvenir. Dans le cadre du suivi, la Commission a publié, en décembre 2008, son évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de ce plan d'action (COM(2008) 864 final). Elle y conclut que malgré les énormes efforts consentis, il est très peu probable que l'UE atteindra l'objectif fixé pour la biodiversité en 2010.

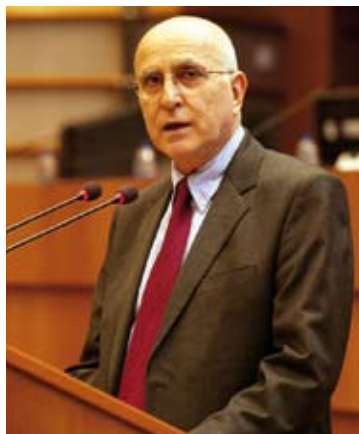


Photo: European Commission

Stavros Dimas, Commissaire en charge de l'Environnement

Quel que soit le résultat final, 2010 constituera assurément un jalon majeur pour la politique de la biodiversité tant dans l'UE que dans le monde. Choisie pour l'évaluation complète de la mise en œuvre du PAB, 2010 a aussi été déclarée « Année internationale de la biodiversité » par les Nations Unies. Par conséquent, il est temps que l'Europe commence à préparer une politique de la biodiversité pour la période après 2010. C'est dans

cette perspective que la Commission a organisé une conférence de haut niveau sur le thème : « Protection de la biodiversité – Au-delà de 2010 », qui s'est tenue les 27 et 28 avril 2009, à Athènes, en Grèce. Cet événement a rassemblé tous les principaux acteurs associés à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique européenne de la biodiversité, ainsi que des institutions et experts internationaux.

Présidé par le Commissaire européen en charge de l'Environnement, Stavros Dimas, on y a eu l'occasion de débattre de la biodiversité européenne et des principaux problèmes et domaines de politique liés à la protection de la biodiversité. Le résultat de cette conférence a été résumé dans un « Message d'Athènes », présentant le point de vue du Commissaire sur la politique de la biodiversité après 2010. Pour plus d'informations et pour lire le Message d'Athènes, voir: http://ec.europa.eu/environment/nature/index_en.htm



L'UE fête les 30 ans de la Directive Oiseaux

En avril, on célébrera le 30e anniversaire de la Directive Oiseaux, le premier texte législatif européen relatif à la nature et l'une des plus grandes réalisations de la politique environnementale européenne. Cette Directive est au cœur de la stratégie de l'UE visant à enrayer la perte de biodiversité et a largement contribué à permettre d'inverser la tendance au déclin de certains des oiseaux les plus menacés d'Europe, en particulier via son réseau de Zones de Protection Spéciale (ZPS). Grâce à l'action ciblée menée par l'UE et par des gouvernements nationaux, des défenseurs de l'environnement et des volontaires pour mettre en œuvre cette Directive sur le terrain, l'avenir de nombreux oiseaux est aujourd'hui bien moins sombre. Il s'agit notamment de la spatule blanche (*Platalea leucorodia*), du pygargue à queue blanche (*Haliaeetus albicilla*) et de l'aigle ibérique (*Aquila adalberti*).



Aujourd'hui, il existe près de 5 000 ZPS, qui couvrent plus de 10% de la superficie terrestre de l'UE et font partie intégrante du réseau Natura 2000. La Directive Oiseaux est un excellent exemple de partage des responsabilités et de coopération entre les 27 États membres de l'UE.

Le tatar des prés (Saxicola rubetra), une espèce migratrice se reproduisant en Europe dans les friches ouvertes ou des zones herbeuses non cultivées similaires.

2010: à la fois cible et nouveau point de départ

Entre-temps, l'initiative Countdown 2010, un réseau de gouvernements, d'ONG et d'entreprises, hébergé par la branche européenne de l'IUCN (Union mondiale pour la Nature) et soutenu par la Commission européenne, continue à suivre de près la mise en œuvre du PAB. À cette fin, en février 2009, elle a organisé une conférence au Parlement européen – en collaboration avec le Bureau européen pour la Conservation et le Développement (BECD) – afin que les intervenants puissent débattre de façon plus approfondie des constatations du rapport à mi-parcours sur le PAB. Pour plus d'informations, visitez le site Internet de l'Initiative Countdown 2010: <http://www.countdown2010.net/>

La biodiversité au Conseil Environnement



Photo: European Commission

Conseil européen du printemps 2009

Dans ses conclusions adoptées le 2 mars 2009 en tant que contribution au Conseil européen de printemps, le Conseil Environnement aborde les politiques de l'UE relatives à la biodiversité en insistant sur l'importance d'aspects tels que l'impact du changement climatique, le Plan d'action pour la Biodiversité (PAB), le parachèvement du réseau Natura 2000, l'initiative sur les entreprises et la biodiversité (B&B) et la lutte contre les espèces envahissantes. Il souligne que le parachèvement du réseau Natura 2000 jouera un rôle majeur dans la mise en œuvre du PAB et qu'il est urgent d'intensifier les efforts pour atteindre l'objectif de l'UE d'enrayer la perte de biodiversité d'ici 2010, suivant en cela la conclusion tirée par la Commission dans son évaluation à mi-parcours du Plan d'action pour la Biodiversité.

Il note aussi qu'il faut mieux mettre en lumière la valeur et l'importance économique de la conservation et d'un usage durable de la biodiversité et créer et maintenir des emplois. Parmi les autres grands domaines de préoccupation figurent, d'une part, l'impact du changement climatique sur la biodiversité et, d'autre part, les espèces envahissantes, qui constituent une menace croissante et ont une incidence de plus en plus marquée (thème abordé dans la récente Communica-

tion « Vers une stratégie européenne sur les espèces envahissantes » [COM (2008) 789 final]). Une attention particulière est accordée au travail réalisé au sein de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) en vue de définir des stratégies pour intégrer les considérations relatives à la biodiversité dans la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts. Voir la section « biodiversité » des conclusions du Conseil Environnement: <http://register.consilium.europa.eu/pdf/en/09/st07/st07065.en09.pdf>

Lancement de la campagne pour la biodiversité

Lancée par la DG Environnement, la campagne en deux parties sur la biodiversité a atteint sa vitesse de croisière, avec pour objectif général de mieux sensibiliser les Européens aux questions liées à la biodiversité. Dotée d'un budget de 760 000 € la première partie de la campagne a été lancée à la fin de 2008 et ciblait 1°) l'élaboration d'une identité visuelle de la campagne ou d'un « look » qui fonctionnerait bien dans les 23 langues officielles de l'UE et la création d'un ensemble de messages clés à l'attention du grand public et de groupes cibles spécifiques et 2°) l'élaboration d'une stratégie de communication centrée sur les 12 nouveaux États membres de l'UE. Cette dernière stratégie visera à faire connaître les résultats de l'étude conjointe menée par l'Allemagne et la Commission sur « L'économie des écosystèmes et de la biodiversité » (TEEB). La deuxième partie de cette campagne, dotée d'un budget de 2,3 millions € a été lancée au printemps 2009 pour poursuivre les activités de sensibilisation et de communication.

http://ec.europa.eu/environment/funding/calls_en.htm

Plate-forme de la politique scientifique sur la biodiversité

La Commission s'est félicitée du large soutien exprimé lors de la récente réunion ministérielle des Nations Unies sur le changement climatique en faveur d'un renforcement de la base scientifique sur laquelle repose l'élaboration des politiques concernant la biodiversité et les services écosystémiques. Durant la session de haut niveau de la conférence, qui s'est tenue à Nairobi, au Kenya, du 15 au 17 novembre 2008, le Conseil d'administration du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) a annoncé sa déci-

sion d'organiser à cette fin une réunion intergouvernementale et plurilatérale en 2009. Il est question de créer une Plate-forme intergouvernementale de politique scientifique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) qui fournirait des informations sur la biodiversité et les services écosystémiques selon le modèle adopté pour le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat, l'organe de l'ONU qui évalue les connaissances scientifiques les plus récentes sur le changement climatique.

Séminaire biogéographique marin

Un premier séminaire d'évaluation pour la région atlantique marine s'est tenu les 24 et 25 mars 2009, à Galway, en Irlande, dans le cadre du processus de désignation de sites marins Natura 2000, en particulier en haute mer. Cette réunion, accueillie par les autorités irlandaises, a été organisée par la Commission avec le soutien du Centre Thématique Européen sur la Diversité biologique (ce dernier étant responsable de la partie technique et scientifique du programme).

Elle a rassemblé des autorités des États membres riverains de l'Atlantique, des ONG spécialisées dans la conservation et des conseils consultatifs régionaux du secteur de la pêche. Les discussions se sont concentrées sur la liste de sites proposés par les États membres comme sites d'importance communautaire hébergeant des types d'habitats marins et des espèces de la région atlantique marine. Les évaluations d'autres régions marines suivront pour parachever le réseau Natura 2000. La prochaine devrait concerner la mer Baltique.

Grands dauphins (*Tursiops truncatus*) dans l'Atlantique



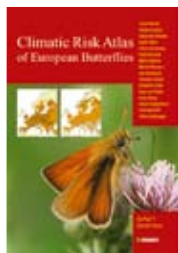
Photo: LIFE06 NAT/UK/000184

Tourbières de couverture actives au Pays de Galles (R.-U.), un habitat prioritaire dont l'état de conservation est aussi potentiellement menacé par le changement climatique.



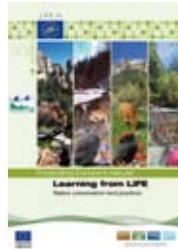
Photo: LIFE06 NAT/UK/000184

Atlas du risque climatique pour les papillons européens



Cette publication présente la toute première tentative de modéliser la façon dont les papillons sont susceptibles de réagir au changement climatique au niveau européen. La réaction de cet important groupe d'insectes fournit un précieux indicateur d'alerte précoce concernant l'impact sur les insectes et la biodiversité dans son ensemble. Écrit par des chercheurs de toute l'Europe, sous la houlette de Josef Settele, du Centre de recherche environnementale Helmholtz (UFZ) d'Allemagne, ce livre est publié dans le cadre des projets de recherche ALARM et MACIS, financés par l'UE, et est soutenu par l'Agence européenne pour l'Environnement. Il comprend des photos de chaque espèce ainsi que des cartes montrant les aires de répartition réelles et leur modélisation sous trois scénarios de changement climatique. <http://pensoftonline.net/biorisk/index.php/journal/article/view/3/9>

S'inspirer de LIFE – Meilleures pratiques de conservation de la nature



La brochure "Learning from LIFE - Nature conservation best practices" repose sur les comptes-rendus de la conférence de LIFE Nature sur

La Commission clôt deux procédures judiciaires importantes à l'encontre de la Pologne concernant la protection de la nature

La Commission a clos deux procédures judiciaires importantes à l'encontre de la Pologne concernant la protection de la nature. La première a été close après une décision du gouvernement polonais de ne pas poursuivre la construction d'un contournement routier à travers un des plus importants sites naturels d'Europe, la vallée de la Rospuda, désignée site Natura 2000 en vertu à la fois de la Directive Oiseaux et de la Directive Habitats. La deuxième a été close après l'achèvement du réseau de Zones de Protection Spéciale (ZPS) de la Pologne. La Commission avait entamé des poursuites contre la Pologne en raison de la désignation insuffisante de zones de protection des oiseaux en avril 2006 (seules 72 Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) sur 140 avaient été désignées comme ZPS). Lorsqu'en décembre 2007, la Pologne n'a pas désigné 15 des ZICO, la Commission a saisi la Cour de Justice. En octobre 2008, les autorités polonaises ont pris les mesures nécessaires pour désigner les sites en suspens. La désignation de 141 ZPS assure une protection suffisante des habitats des espèces d'oiseaux protégées en Pologne.

le thème "Protéger la nature d'Europe: s'inspirer de LIFE", qui s'est tenue en novembre 2008 à Bruxelles. Organisée par l'Unité LIFE de la Commission, cette conférence a couvert un vaste éventail de questions liées à la conservation de la nature tout au long de son programme de trois jours. Des délégués des quatre coins de l'Europe ont assisté à cet événement centré en particulier sur les outils et techniques permettant de mettre en œuvre les Directives Oiseaux et Habitats et le réseau Natura 2000.

Une série d'ateliers ont permis aux participants de débattre des "bonnes pratiques" permettant d'appliquer des mesures pratiques et basées sur les orientations politiques aux habitats que constituent les forêts, mers, cours d'eau et formations herbeuses et d'aborder aussi le changement climatique et les espèces exotiques envahissantes.

<http://ec.europa.eu/environment/life/news/newsarchive2009/march/index.htm#bestnat2009>

LIFE et les formations herbeuses d'Europe



Les écosystèmes des zones herbeuses contiennent une part importante de la biodiversité européenne. Ils offrent des conditions idéales pour une grande variété d'habitats et d'espèces, génèrent une vaste

gamme de biens et services publics et agissent également comme "puits" de carbone. En raison de modifications des pratiques agricoles et de pressions concernant l'utilisation des sols, les formations herbeuses disparaissent à une vitesse alarmante. La publication "LIFE and Europe's grasslands: Restoring a forgotten habitat" met en lumière une série de projets cofinancés par LIFE qui ciblent des écosystèmes de zones herbeuses au sein du réseau Natura 2000. <http://ec.europa.eu/environment/life/publications/lifepublications/lifefocus/nat.htm#grassland>

Editeurs: Wendy Jones et Michael Oliver. **Coordinateurs:** Eamon O'Hara (AEIDL), Stefan Leiner, Susanne Wegefelt (DG ENV.B.2) et Simon Goss (DG ENV.E.4).

Design: Daniel Renders - Anita Cortés (AEIDL).

Ont également contribué à ce numéro: Carlos Romao, Dr Doug Evans, Zelmira Sipkova et Dr Brian Mac Sharry (Centre thématique européen pour la Diversité Biologique), Angelika Rubin (DG ENV.B.2), João Pedro Silva et Sophie Brynart (AEIDL).

Cette lettre d'information qui paraît deux fois par an est disponible en anglais, français, allemand, espagnol et italien. Pour la recevoir, abonnez-vous sur le site: http://ec.europa.eu/environment/nature/info/pubs/natura2000nl_en.htm

Pour de plus amples informations sur LIFE et les projets LIFE-Nature: <http://ec.europa.eu/environment/life/>

natura 2000

La lettre d'information Natura 2000 n'exprime pas forcément l'opinion officielle de la Commission européenne. Toute reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.



Imprimé sur papier recyclé ayant reçu l'écolabel européen pour le papier graphique (<http://ec.europa.eu/environment/ecolabel>)